

ÉCONOMIE
GÉNÉRALE

18 septembre
2022



Économie : la France est

[Voir plus d'articles](#) ▼

Contrepoints

Les points de vue exprimés dans les articles d'opinion sont strictement ceux de l'auteur et ne reflètent pas forcément ceux de la rédaction.

Publié le 18 septembre 2022

Telle est la conclusion que l'on peut tirer de la publication par le Bureau des Statistiques de l'ONU d'une étude sur l'évolution des PIB par habitant de divers pays, examinée sur une longue période. Ce n'est d'ailleurs pas surprenant car l'on voit bien que tous les clignotants de l'économie française sont au rouge, et que la dette de la France ne cesse de croître, d'année en année. Et l'on voit les

habitants réclamer en permanence une amélioration de leur pouvoir d'achat.

L'observation des données sur le temps long

Pour examiner les performances de l'économie française, nous nous en référerons à des données provenant de sources diverses, concernant l'évolution, dans différents pays, des PIB/capita, des soldes des balances commerciales, et de la productivité horaire, tout cela sur une longue période :

	<u>PIB/tête (US dollars courants)</u>			
	<u>1980</u>	<u>2000</u>	<u>2017</u>	<u>Multiplicateur</u>
Espagne	6.141	14.556	28.356	4,61

Suisse	18.879	37.937	80 .101	4,25
Danemark	13.881	30.734	57 .533	4,13
<u>Gd-Bretagne</u>	<u>10.041</u>	27.959	39.758	3,97
Allemagne	12.091	23.929	44.976	3,71
Pays-Bas	13.794	20.148	48.754	3,52
Suède	16.864	29.292	54.043	3,21
France	12.669	22.161	38.415	3,03
Etats Unis	12.436	36.356	60.055	4,83
Israël	6.393	21.990	42.452	6,64

(ONU : Statistics Division)

Comme on le voit sur ce tableau, l'économie française réalise depuis une quarantaine d'années des performances très médiocres, bien inférieures à celles des autres pays européens. Elle crée moins de richesse que ses voisins : le PIB/tête des Français a été multiplié par 3,03 en quarante ans alors que le Danemark l'a multiplié par 4,13 et la Suisse par 4,61. Et un pays comme Israël a fait encore mieux, sans compter les États-Unis.

Il est une autre manière de juger des performances de l'économie française : constater que des pays qui, comme c'était

notre cas, enregistraient régulièrement dans les années 1970 un déficit de leur balance commerciale sont parvenus à redresser la situation, alors que la France n'a pas été capable de le faire. C'est ce que montre le tableau ci-dessous :

	<u>Solde de la balance commerciale (en % du PIB)</u>					
	<u>France</u>	<u>Allemagne</u>	<u>Suisse</u>	<u>Danemark</u>	<u>Pays Bas</u>	<u>Suède</u>
1970	-0,54	-1,48	-0,09	-2,83	-0,16
1980	-1,54	-1,65	-2,09	-0,45	+1,01	- 0,98
2000	+1,33	+0,27	+5,61	+6,71	+6,58
2010	-1,29	+5,20	+10,68	+6,95	+8,09
2018	-0,77	+6,77	+12,08	+5,34	+10,69	+3,15

Tous les pays figurant sur ce tableau sont parvenus à redresser la balance de leur commerce extérieur en développant leurs exportations, sauf la France qui non seulement en est toujours à un commerce extérieur déficitaire, mais voit son déficit commercial s'aggraver. En 2021 il était à -3,4

% du PIB, un déficit colossal se situant à un niveau encore jamais enregistré !

Enfin, un autre constat, issu, lui, d'une étude du Conseil d'analyse économique, portant sur l'évolution de la productivité dans différents pays :

Taux de croissance de la productivité horaire (en %)

	<u>1971/79</u>	<u>80/89</u>	<u>90 /99</u>	<u>2000/2013</u>
Etats-Unis	1,68	1,39	1,73	1,83
Allemagne	4,11	2,07	2,23	1,18
Suède	1,68	1,20	2,02	1,71
Espagne	4,70	3,40	1,08	1,17
France	4,30	2,85	1,84	1,06

(Patrick Artus : Conseil d' Analyse Economique)

On voit que dans la première période les chiffres de la France étaient très honorables, alors qu'en fin de période ils sont devenus inférieurs à ceux des pays voisins.

Mais que se passe t il donc ? Curieusement, les économistes ne paraissent pas s'être

penchés sur ce problème, ce qui est difficile à comprendre, cette question étant primordiale pour parvenir à redresser la situation.

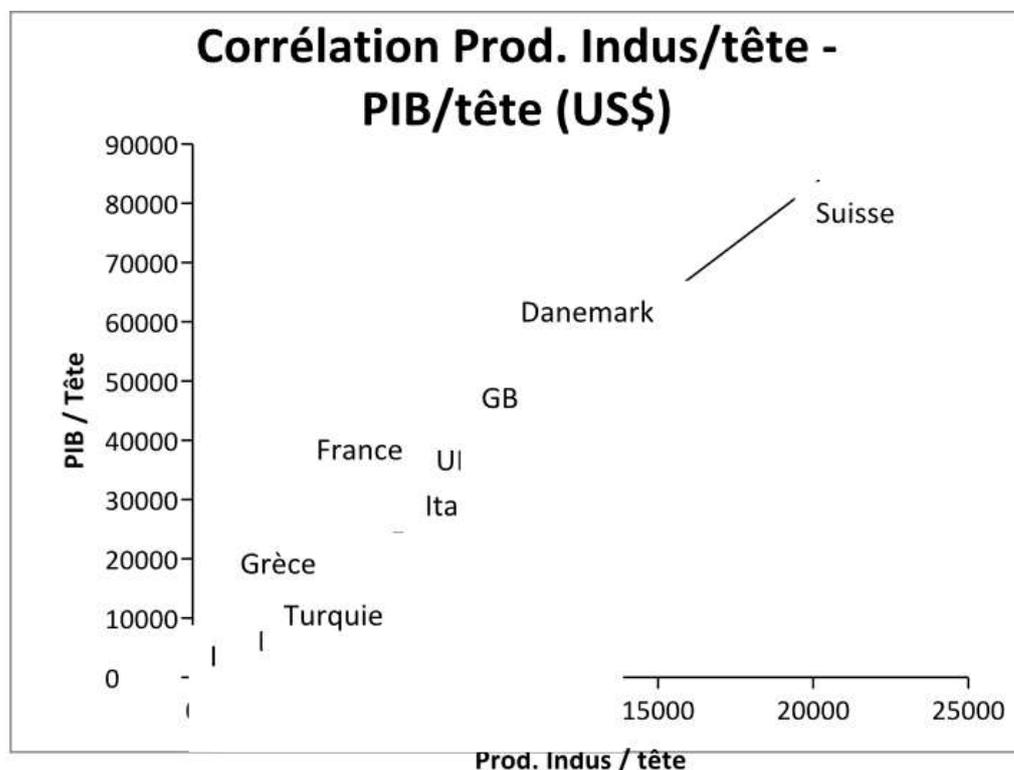
Déclin constant du secteur industriel et appauvrissement du pays

L'industrie joue un rôle clé dans la création de richesse, ce qui est aisé à mettre en évidence en examinant la relation existant, dans différents pays, entre leur production industrielle et le PIB par tête des habitants, le PIB/capita étant l'indicateur qu'utilisent habituellement les économistes pour mesurer la richesse des pays.

C'est ce que montre le graphique ci-dessous où il est pris, en abscisses, pour variable explicative, la production industrielle des pays calculée par habitant (ce qui ne se fait jamais, les économistes raisonnant toujours en pourcentage des PIB) et, en ordonnées, les PIB/capita de ces pays.

Pour ce qui est des données sur la production industrielle, il s'agit des informations fournies par la BIRD qui inclut la construction dans l'industrie, les productions industrielles étant mesurées, ici, en valeur ajoutée selon les données des comptabilités nationales des pays.

Graphique correlation production industrielle/habitant et PIB/capita



Sur ce graphique on voit qu'avec une production industrielle faible de 6432 dollars par habitant la France dispose d'un PIB/capita de seulement 39 030 dollars ; avec un ratio bien meilleur de 12 279 dollars le PIB/capita de l'Allemagne s'élève à 46 208 dollars ; avec un chiffre record de 22 209 dollars, la Suisse atteint un PIB/capita de 87 097 dollars, le plus élevé d'Europe.

Dépenses

publiques croissantes et asphyxie du pays

Le secteur industriel français n'a pas cessé de décliner depuis la fin des Trente glorieuses, ce qui explique le faible niveau de la production industrielle par habitant figurant sur le graphique ci-dessus.

La France est devenue le pays le plus **désindustrialisé** d'Europe, la Grèce exceptée. Son secteur industriel ne contribue plus que pour 10 % seulement à la formation du PIB, alors qu'il devrait s'agir d'un taux d'environ 18 %. À la fin des Trente glorieuses, les effectifs industriels du pays s'élevaient à 6,5 millions de personnes : ils ne sont plus aujourd'hui que de 2,7 millions, alors que l'Allemagne en est à

près de 7 millions. Le secteur secondaire a fondu tout au long de ces quarante dernières années, provoquant un appauvrissement relatif régulier du pays.

Sous la poussée des revendications populaires les pouvoirs publics ont été ainsi contraints d'accroître régulièrement leurs dépenses sociales.

Celles-ci sont parvenues à un niveau bien supérieur à ce qu'il est partout ailleurs : 33 % du PIB, contre 18,7 % aux États-Unis et 16,7 % en Suisse, la moyenne des pays de l'OCDE se situant à 20 %.

D'où des dépenses publiques sans cesse en augmentation, et par conséquent des prélèvements obligatoires de plus en plus importants, considérablement plus élevés que dans tous les autres pays de l'OCDE. Nous en

sommes ainsi aujourd'hui à 45 % du PIB, contre 34 % en moyenne dans les pays de l'OCDE. Ces prélèvements excessifs asphyxient le pays.

Le comble est qu'ils ne sont jamais suffisants ce qui contraint chaque année l'État à recourir à l'emprunt. La France est ainsi parvenue à une dette extérieure qui est devenue supérieure au montant du PIB, et elle continue d'augmenter régulièrement.

Selon Nicolas Dufourq, directeur de la BPI, interrogé par *La Tribune* après les rencontres économiques d'Aix-en-Provence :

« Le monde syndical/socialo/politique, cette bulle qui gère l'État providence, est devenu keynésien. »

Des pouvoirs publics aveugles ont laissé le pays s'enfoncer

Les raisons expliquant pourquoi nos élites n'ont pas réagi à l'amenuisement régulier du secteur industriel tiennent au fait qu'elles se sont fiées à la loi d'évolution des trois secteurs de l'économie qui leur a été enseignée à Sciences Po et à l'ENA, dans le cadre des travaux de Jean Fourastié relatés en 1949, son fameux ouvrage *Le grand espoir du XXe siècle*.

Une société qui se développe passe obligatoirement du secteur primaire, l'agriculture, au secteur secondaire, l'industrie ; puis ensuite, du secteur secondaire au

secteur tertiaire, celui des services, en sorte qu'une société moderne ne serait plus constituée que par des activités relevant des services. Il est donc apparu tout à fait naturel aux dirigeants français que le secteur industriel s'amenuise régulièrement, signe même de la modernisation du pays.

Ils n'ont pas pris en compte que Fourastié avait appréhendé les phénomènes d'évolution des sociétés en termes d'emplois, et non pas de valeur ajoutée.

Il a fallu la crise liée au covid pour qu'ils prennent finalement conscience du problème de la grave désindustrialisation du pays.

Même la crise des Gilets jaunes qui avait éclaté en novembre 2018 ne leur a pas ouvert les yeux alors qu'elle était pourtant l'illustration parfaite de toutes les

conséquences du phénomène de désindustrialisation du pays. À présent, tous les responsables politiques sont convaincus de la nécessité de procéder à la réindustrialisation de la France. Mais à nouveau nous butons sur leur manque de clairvoyance.

Dans l'article de *La Tribune* cité plus haut, Nicolas Dufourcq nous dit :

« La part de l'industrie est passée de 20 % à 10 % du PIB entre 1995 et 2015. On a perdu la moitié des emplois : comment réussit-on une telle contre-performance ? Il faut que toute la société s'y mette. On a tardé à raconter cette histoire, car on est tous coupables ».

Dans sa récente déclaration de politique générale à l'Assemblée nationale Élisabeth Borne a énuméré ses priorités qui sont au

nombre de cinq.

Mais la réindustrialisation du pays n'y figure pas.